



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 25 FEVRIER AU 3 MARS 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	6
AMERIQUE LATINE – BRESIL.....	16
AMERIQUE LATINE	18
ASIE – PACIFIQUE.....	21
EUROPE	22
PROCHE & MOYEN ORIENT	25
RUSSIE.....	29



AFRIQUE

SAHEL : LE VOLUME ENNEMI NEUTRALISE PAR BARKHANE S'ELEVE A 600 DJIHADISTES

Ce mercredi 27 février, a été dévoilé le contenu de l'audition de la ministre des Armées, Florence Parly devant la Commission de la défense nationale du Sénat, qui s'était tenue le 20 février dernier. La ministre a notamment communiqué des résultats chiffrés de l'opération Barkhane au Sahel depuis 3 ans. Pour rappel, Barkhane a été lancée en août 2014 pour faire suite aux opérations Serval et Epervier en BSS.

Depuis 2015, la force Barkhane aurait « neutralisé » plus de 600 djihadistes au Sahel, dont 200 en 2018, selon le bilan rendu public par Florence Parly. « En 4 ans, en liaison avec les forces partenaires, nous avons mis hors de combat plus de 600 terroristes », a-t-elle déclaré.

En langage militaire, le terme « neutralisé » désigne un ennemi mis hors d'état de combattre, mais pas nécessairement tué. Dans ce dernier cas, l'ennemi serait alors précisément « détruit ». Dans ce contexte, il est ici habilement utilisé pour établir une comptabilité volontairement floue intégrant les tués, les blessés et les prisonniers. Il apparaît assez clair que le ministère use de ce vocable pour créer la confusion et donc grossir le trait. De toute évidence, le détail de ce bilan n'a pas été dévoilé. Le bilan ennemi de Barkhane semble donc à relativiser.

MALI : LE CHEF DJIHADISTE AMADOU KOUFFA DEMENT SA PROPRE MORT DANS UNE VIDEO NON-AUTHENTIFIEE

C'est un rude camouflet pour Paris et en particulier pour la ministre des Armées, Florence Parly, qui semble se dessiner. Selon France 24, s'appuyant sur des sources locales et surtout sur une vidéo de propagande, le chef djihadiste Amadou Kouffa serait toujours en vie.

Sur ces images, on peut voir le prédicateur radical malien démentant sa propre mort face à deux personnes qui le questionnent en arabe et en anglais. Si aucun élément ne permet de dater formellement l'enregistrement vidéo, Amadou Kouffa s'y étonne que la nouvelle de sa mort, annoncée fin novembre par la France, ait été reprise aussi rapidement dans les médias occidentaux.



Le 20 février dernier, devant la commission de la défense du Sénat, Florence Parly avait encore souligné que les opérations les plus récentes avaient porté un « très rude coup à la Katiba Macina » (Front de libération du Macina, composante peul du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans commandé par Iyad Ag Ghaly) en tuant son chef Amadou Kouffa. Interrogé par RFI, l'état-major des armées s'est déclaré prudent quant à cette vidéo, qui n'a pour l'heure pas été authentifiée par les services.

ALGERIE : LE TOUT PUISSANT PRESIDENT BOUTEFLIKA CONTESTE DANS LA RUE

Alors que le président algérien Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, réside depuis une semaine en Suisse pour des examens médicaux « périodiques », les rues algériennes grondent. Oran, Alger... Pour la première fois depuis vingt ans, un mouvement populaire conteste la figure du magistrat suprême.

Bien que les médias nationaux algériens annoncent des centaines de manifestants pacifiques scandant le célèbre « one, two, three, viva l'Algerie » et se mobilisant en faveur de profondes « réformes », les images circulant sur internet, utilisées par les médias internationaux, contredisent largement la version officielle. Les manifestants, en effet paisibles, ont affiché leurs motivations sans ambiguïté : ils demandent à l'actuel président, qui a jusqu'à dimanche 3 Mars pour déposer son dossier de candidature au conseil constitutionnel, de se retirer de la course électorale.

Face aux pressions de la rue, l'entourage du président a limogé Abdelmalek Sellal, animateur des trois dernières campagnes victorieuses du président, afin de calmer les esprits. Mais la campagne présidentielle n'apparaît plus comme une formalité pour le président Bouteflika. L'opposition semble également hésiter entre une participation ou un boycott de l'élection : alors que le Parti des Travailleurs a officiellement renoncé à se présenter au scrutin, seuls quatre candidats de second rang se sont déjà présentés au Conseil constitutionnel avec un dossier en bonne et due forme. Les prochains jours seront décisifs : ils permettront de voir si l'opposition, traditionnellement en ordre dispersée, souhaite mener la lutte dans les urnes, ou dans les rues.

MAGHREB : AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE L'« IMPUNITE » DES GOUVERNEMENTS D'AFRIQUE DU NORD

Dans son rapport « Les Droits humains au Moyen Orient et en Afrique du Nord »



publié ce Mardi 26 février, l'ONG Amnesty International, spécialisée dans la défense des Droits de l'Homme, s'attaque frontalement au pays du Maghreb et à l'« effroyable complaisance » de la communauté internationale.

Tout en reconnaissant implicitement que les principales dérives, « telles que les détentions arbitraires, tortures, harcèlements sexuels et disparitions forcées » sont plus importantes au Moyen-Orient qu'au Maghreb, les états du Sud de la Méditerranée ne sont pas épargnés. Le pouvoir algérien est ainsi pointé du doigt pour ses attaques répétées aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique, ou encore à l'indépendance de la presse via « la détention arbitraire de journalistes et de militants sur la base de dispositions très restrictives du Code pénal ». Dans la même lignée, l'ONG dénonce les restrictions marocaines au droit à la liberté d'expression, en citant un certain nombre de procès intentés à des journalistes, « d'une iniquité flagrante ». Le rapport note cependant que le royaume chérifien se distingue de ses voisins par ses efforts juridiques de protection des travailleurs domestiques et des femmes.

Pour l'ONG basée à Londres, ces éléments sont directement liés aux mouvements populaires, dits « printemps arabes », qui touchèrent le Maghreb à partir de décembre 2010. Ainsi pour Heba Morayef, Directrice générale d'Amnesty pour le Moyen-Orient : « les gouvernements autoritaires tentent aujourd'hui de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'espace politique susceptible de reproduire de tels soulèvements ». Et d'ajouter que ces États seraient observés avec attention par une communauté internationale intéressée, tant par les juteux contrats d'armements que par la stabilité que garantissent ces régimes.

SOMALIE : POINT DE SITUATION

Ce lundi, l'armée américaine a annoncé avoir tué 35 combattants du groupe Shebab par une frappe aérienne près de la frontière avec l'Éthiopie. D'après le commandement américain pour l'Afrique (Africom), le raid aérien visait spécifiquement des terroristes entretenant un lien très étroit avec Al-Quaida alors que ces derniers se rendaient dans une zone rurale de la région centrale de Hiran.

Dans le communiqué de presse, le Major général des Marines et Directeur des opérations Africom, Gregg Olson a notamment précisé que les Etats-Unis continueraient : « à soutenir [leur] partenaire somalien, en particulier lorsque leurs opérations [leur] offrent la possibilité de se battre contre les Shebab en tant qu'élément de [leur] stratégie de partenariat ».

Plus tard dans la semaine, le groupe islamiste al-Shabab a revendiqué un double bombardement et le siège d'un hôtel du centre-ville de Mogadiscio qui a commencé



tard jeudi et s'est poursuivi pendant 20 heures jusqu'à ce que les forces spéciales somaliennes puissent dégager la zone des attaquants.

Si les rapports des forces de police se contredisent, il semble qu'au moins 25 personnes aient été tuées, 60 personnes blessées.

L'attaque a eu lieu dans une rue bordée de restaurants et de boutiques au cœur de la capitale somalienne. Mogadiscio est une cible privilégiée du groupe ; son attaque la plus meurtrière – un attentat à la bombe contre un camion qui avait tué plus de 500 personnes en 2017 – avait eu lieu à seulement un kilomètre de l'hôtel pris d'assaut. Il s'agit de la troisième attaque contre ce bâtiment. Il n'est pas encore clair si les attaquants avaient une cible spécifique dans l'hôtel ou à proximité.

Peu après la fin du siège de vendredi, le Commandement américain pour l'Afrique a annoncé avoir procédé à une nouvelle frappe aérienne qui aurait tué 26 combattants d'Al-Shabab. Il n'a pas révélé les coordonnées du lieu où la frappe a été effectuée dans le pays



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LOCKHEED MARTIN PROPOSE LE F-21 POUR LE MARCHE INDIEN

L'entreprise américaine *Lockheed Martin* a proposé à l'Inde un nouvel avion de combat, le *F-21*. Cet appareil qui devrait être fabriqué en Inde, en partenariat avec *Tata Advanced Systems*, est une proposition visant à gagner une commande de l'*Indian Air Force* d'un montant supérieur à 15 milliards de dollars. *Lockheed Martin* avait déjà présenté son *F-16* à l'armée de l'air indienne mais a finalement décidé de soumettre à la compétition pour la construction de 114 nouveaux avions, un nouveau modèle tout spécialement configuré pour les besoins indiens. Ce *F-21* transporterait des technologies issues des avions de cinquième génération (comme le *F-22* et le *F-35*) tout en étant différent à l'extérieur comme à l'intérieur, d'après Vivek Lall, vice-président de la Stratégie et du Développement Commercial pour l'entreprise.

L'Inde, qui cherche à remplacer sa flotte d'avions de chasse datant de l'époque soviétique, a été approchée par *Boeing* et son *F/A-18*, *Saab* et son *Gripen*, *Dassault* et son *Rafale*, par *Eurofighter GmbH* et son *Typhoon* ainsi que par la Russie. En effet, ce contrat est un des plus importants du marché pour de tels avions. La décision du gouvernement indien ne devrait pas être connue avant les élections prévues en mai.

Lockheed Martin avait proposé de déplacer son site de production de *F-16*, aujourd'hui implanté à Forth Worth au Texas, en Inde si jamais l'entreprise emportait le contrat. Ce déplacement permettrait de soutenir le plan *Make-in-India* du Premier Ministre Modi qui cherche à construire une base industrielle d'armement nationale et de créer des emplois. Cette usine en Inde devrait pouvoir permettre de produire assez d'avions pour en exporter. Mais l'armée indienne a trouvé que le *F-16* était trop ancien et lui a préféré le *Rafale*. C'est pour cela que *Lockheed Martin* a avancé l'idée de ce nouvel avion de chasse partageant un certain nombre de composants avec les *F-22* et les *F-35*.

MODERNISATION DES BOMBARDIERS STRATEGIQUES B-52

Les géants de l'industrie de la défense américaine *Northrop Grumman* et *Raytheon* sont sur les rangs dans la compétition lancée par l'*US Air Force* pour moderniser la suite radar du bombardier stratégique *B-52 Stratofortress* afin d'en prolonger encore la longévité.



De fait, le radar *AN/APQ-166* du *B-52* n'a pas été modernisé depuis les années 1980. Pour répondre aux besoins de l'*USAF*, *Northrop Grumman* propose le radar *AN/APG-83 Scalable Agile Beam Radar (SABR)*, déjà en service sur le *F-16*, tandis qu'une version améliorée équipe le bombardier *B1-B*. De son côté, *Raytheon* propose les radars *APG-63(v)3* et *APG-82 Active Electronically Scanned Array (AESA)* qui équipent déjà le *F-15* ainsi que le radar *APG-79* dont sont dotés les *F/A-18E/F* et *EA-18*.

L'enjeu de cette modernisation consisterait à permettre aux équipages de *B-52* d'engager des cibles terrestres et navales quelles que soient les conditions météorologiques et à une plus grande distance, ainsi que de conduire des attaques de guerre électronique. La modernisation devrait également porter sur de nouveaux moteurs et de nouveaux pylônes d'emport pouvant accueillir des munitions guidées.

Les vénérables bombardiers *B-52*, dont les premiers furent mis en service en 1955, et qui ont subi plusieurs séries de modernisation (la version actuelle est le *B-52-H*), devraient ainsi encore avoir de beaux jours devant eux.

SUSPENSION DE LA LIVRAISON DES RAVITAILLEURS EN VOL KC-46

Les livraisons des ravitailleurs *KC-46* de *Boeing* à l'*US Air Force* ont été suspendues suite à la présence d'outils et autres objets ou débris à l'intérieur d'aéronefs. Tous les avions déjà livrés ont de plus été immobilisés. Au moins huit incidents ont été enregistrés au cours de la production et deux affectant des avions livrés à l'*US Air Force* à cause d'outils oubliés par des ouvriers. Ces oublis montrent une faille dans le contrôle effectué par les équipes de *Boeing* qui va devoir déterminer comment remédier rapidement à ce problème. *Boeing* devra payer les réparations exigées par ces incidents et l'entreprise a également offert d'inspecter les avions déjà en possession de l'armée américaine depuis les premières livraisons de janvier. Il faut noter que ces livraisons accusaient déjà un retard de deux ans et que ce nouveau contretemps se traduit par un manque d'entraînement pour les pilotes et équipages.

ELECTIONS DE MI-MANDAT : LE CYBER COMMAND A CIBLE UNE « USINE A TROLL » RUSSE

Selon le *Washington Post* et le *New York Times*, le *Cyber Command (Cybercom)* conduit durant les élections de mi-mandat une Opération cyber conduite contre l'*Internet Research Agency*, « usine à troll » basée à St-Petersbourg. Cette opération a pris place



le jour même de l'élection (6 novembre 2018) et s'est poursuivie les jours suivants (notamment au cours des procédures de recomptage des voix). Elle s'est traduite par l'impossibilité pour l'*Internet Research Agency* d'accéder à Internet.

L'enjeu pour Washington était d'éviter la dissémination de désinformation et de propagande visant à saper la confiance des électeurs américains dans le scrutin et dans ses résultats. De fait, l'*Internet Research Agency*, qui ne relève pas du gouvernement russe mais est sous le contrôle d'oligarques russes loyaux au président Vladimir Poutine, a été officiellement accusée par Washington d'avoir interféré dans le déroulement des élections présidentielles de 2016.

Cette opération s'inscrivait dans le cadre plus globale d'une campagne conduite par le *Cybercom* et la *National Security Agency (NSA)*, impliquant en particulier un volet dissuasif se traduisant par la diffusion directe de messages aux opérationnels russes suspectés d'avoir participé aux précédentes opérations de désinformation. Elle a été conduite au moyen des nouveaux pouvoirs conférés par la Maison-Blanche au *Cybercom*, qui visent à accélérer le processus décisionnel et réduisant les obstacles de nature administrative.

A la suite des élections de mi-mandat et à la demande du président Trump, le Directeur du Renseignement national (*DNI*) Dan Coats, a conduit une analyse des interférences étrangères au cours des élections. Cette analyse a fait l'objet d'un rapport confidentiel selon lequel Moscou a bien tenté de s'ingérer dans le scrutin, non pas via des actions de piratage du système de vote mais par la diffusion de désinformation au moyen de faux comptes sur les réseaux sociaux et des médias proches du pouvoir, afin d'exacerber les oppositions idéologiques de manière à accentuer la polarisation politique, déjà prégnante, aux États-Unis.

SPACE FORCE : LE STRATEGIC COMMAND DEVRAIT CONSERVER UN ROLE

Mardi 26 février, le général John Hyten, en charge du *Strategic Command - STRATCOM* - (commandement militaire unifié américain en charge de la supervision des forces nucléaires) a annoncé durant une audience devant le Comité des forces armées du Sénat (*SASC*) que le quartier général du *STRATCOM* continuerait de conserver un rôle dans le commandement unifié de la *Space Force*, dit *Space Command*. La nature de l'implication opérationnelle de cette déclaration n'est pas encore bien définie.

Les commandements de la *Space Force* et du *Strategic Command* ne sont pas implantés sur les mêmes bases militaires. Actuellement la *Space Command* se trouve sur la base militaire aérienne de Peterson, dans le Colorado. Or les quartiers généraux du



Strategic Command ont prévu d'être déménagés dans le Nebraska, sur la base aérienne d'Offutt. De plus, le gouverneur de Floride a officiellement demandé au président Trump de placer une partie du commandement général de la *Space Force* au Centre spatial Kennedy situé à Cap Canaveral. L'administration du département de la Défense a annoncé vouloir limiter ses infrastructures pour faire des économies et qu'elle mènerait une enquête pour déterminer le site le plus adéquat pour installer le commandant unifié de la *Space Force*.

INQUIETUDES DU *STRATEGIC COMMAND* FACE AU POTENTIEL DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES ARMES NUCLEAIRES PAR LA RUSSIE

Le général John Hyten, en charge du *Strategic Command* (commandement unifié qui supervise les forces nucléaires), a exprimé ses inquiétudes quant au potentiel développement de nouvelles armes nucléaires par la Russie dans le contexte de la sortie du pays et des Etats-Unis du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI). Dans ses propos tenus au cours d'une audition devant le *Senate Armed Services Committee* (SASC), le général Hyten a déclaré que Moscou procédait au développement d'une torpille nucléaire à propulsion nucléaire, d'un nouveau missile balistique intercontinental et d'un missile nucléaire hypersonique qui constituaient autant de menaces à court terme pour la sécurité des Etats-Unis. Il estime que la Russie développe ces armements nucléaires hors du cadre du traité bilatéral de réduction des armements stratégiques *New START* signé à Prague le 8 avril 2010 et entré en vigueur en 2011, qui arrive à expiration en 2021 et dont il craint qu'il ne soit pas renouvelé non plus.

Ce traité limite à 700 le nombre de vecteurs nucléaires stratégiques déployés (avions et missiles) et à 1 550 le nombre de têtes nucléaires déployées sur ces vecteurs. Il met en place un nouveau système d'inspection et de vérification du respect des clauses de l'accord mais ne limite néanmoins pas le nombre d'ogives nucléaires inactives en stock et ne concerne pas les armes nucléaires tactiques.

INQUIETUDES DU *NORTHERN COMMAND* ET DU *NORAD* RELATIVES A L'ARCTIQUE

Le général Terrence O'Shaughnessy, commandant du *US Northern Command* (*USNORTHCOM*) et du *North American Aerospace Defense Command* (*NORAD*) a déclaré mardi devant le *Senate Armed Services Committee* que la Russie mais aussi la Chine ont établi une forte présence en Arctique le long des territoires nord-américains. Par conséquent, l'Arctique est redevenu, d'après lui, un lieu stratégique



et la ligne de défense prioritaire (et non pas la frontière avec le Mexique) et l'*USNORTHCOM* et le *NORAD* qu'il commande. Plus précisément, son analyse met en exergue le fait que l'Arctique ne constitue plus une zone-tampon mais bien un point de conflit potentiel du fait des ressources en hydrocarbure et halieutiques, une dynamique renforcée par l'accessibilité grandissante de la zone en raison du réchauffement climatique. Par ailleurs, l'Alaska est le théâtre de nombreuses interceptions d'aéronefs russes. En conséquence, il pointe la nécessité pour les forces américaines d'y renforcer leur présence, et la nécessité pour elles de se trouver en mesure d'y opérer, d'y communiquer de la même manière que leurs adversaires.

Parmi ces derniers, la Russie suscite en particulier l'inquiétude américaine puisque Moscou multiplie le développement d'infrastructures et d'activités relatives à la zone arctique: construction de plus d'une dizaine de nouveaux aéroports et de 16 ports, déploiement de moyens aériens tactiques, création de centres d'entraînement spécifiques, positionnement d'unités parachutistes et de guerre électronique.

De son côté, Pékin, qui n'a pas de revendications territoriales en Arctique, entend bien renforcer sa présence dans la zone. Ainsi, la Chine a rejoint en 2013 le Conseil Arctique en tant qu'observateur tandis qu'elle a lancé en 2016 la construction de son premier brise-glace à propulsion nucléaire (le *Xue Long 2*).

En effet, une question majeure afférente aux enjeux arctiques est celle des brise-glaces, outils indispensables à l'ouverture de routes dans l'océan Arctique, en particulier les brise-glaces à propulsion nucléaire. Ces routes peuvent servir aux échanges commerciaux, à l'exploration scientifique mais aussi à la conduite d'opérations militaires. Or, Moscou disposerait d'une flotte d'une quarantaine de brise-glaces et en aurait 14 en construction, dont des navires à propulsion nucléaire et armés. A contrario, les Etats-Unis ne disposeraient que de quatre navires opérationnels, même si le précédent budget de la Défense autorise la construction de six nouveaux bâtiments.

Preuve s'il en est de l'importance croissante du théâtre arctique, l'exercice majeur de l'Otan *Trident Juncture* avait pris comme théâtre l'Arctique. De son côté, l'*US Army* a accentué le nombre d'exercices en Alaska, incluant des opérations aéroportées, des évacuations médicales et des manœuvres de blindés.

DETROIT DE FORMOSE : TRANSIT DE DEUX NAVIRES AMERICAINS

Cette semaine, l'*US Navy* a poursuivi ses opérations de maintien de la liberté de



navigation (*FONOP*) dans le détroit de Formose en y faisant transiter deux de ses navires. Le destroyer *USS Stethem* et le transporteur de fret sec *USNS Cesar Chavez* ont en effet traversé le détroit lundi et mardi « dans le respect du droit international » selon un communiqué de la 7^e flotte. Le communiqué précise que les deux navires américains ont rencontré des forces chinoises lors de leur transit mais ne donne pas davantage de détails sur cette rencontre, qualifiée de « routinière et sans histoire ». Cette opération vise à démontrer l'engagement constant des Etats-Unis afin de préserver la liberté de navigation et l'ouverture de la région Indo-Pacifique.

AFRICOM : REDUCTION DES FORCES ARMEES AMERICAINES ET OUVERTURE D'UN HUB LOGISTIQUE

Le Pentagone a annoncé en novembre 2018 que les forces armées américaines présentes en Afrique subiraient une réduction de leurs effectifs d'environ 10% durant les prochaines années sur les environ 7200 personnels présents sur le sol africain. Ce changement stratégique se justifie par la redirection des ressources vers d'autres potentiels conflits qui pourraient se dérouler contre la Russie ou la Chine.

Un total de six cent hommes sera redéployé sur d'autres théâtres d'opération hors du continent africain. Ce changement se déroulera en deux phases a annoncé le général Waldhauser, commandant d'*AFRICOM*, la première en juin 2020, la deuxième en janvier 2022. Néanmoins, selon lui, ces réductions d'effectifs sont minimales et ne devraient pas affecter la capacité des Etats-Unis à contrer l'influence de la Chine dans la région. Il ajoute que pour conserver une influence forte, les Etats-Unis doivent montrer qu'ils sont le meilleur partenaire possible, que l'entraînement qu'ils fournissent et les armes qui sont livrées aux Etats africains sont de meilleure qualité que celles que peuvent offrir d'autres pays.

Pékin a ouvert sa première base militaire à Djibouti, proche de celle américaine de Camp Lemonnier, et participe activement aux opérations de maintien de la paix prenant place sur le continent. En conséquence, pour le brigadier-général Leonard Kosinski en charge de la logistique d'*AFRICOM*, le changement stratégique qui a été annoncé par le Pentagone, à savoir le passage d'une stratégie axée sur le contre-terrorisme à une stratégie visant à contrer l'influence chinoise grandissante sur le continent, n'est pas surprenant. Le général Waldhauser ajoute que l'optimisation des forces américaines présentes sur le continent, qui se traduit par une meilleure utilisation des troupes conventionnelles en faisant moins appel aux forces spéciales, ne constitue en aucun cas un éloignement américain du continent africain.

Parallèlement, à Accra, capitale du Ghana, *AFRICOM* prévoit de mettre en place



une nouvelle plateforme logistique de transport de matériel militaire redistribué ensuite aux troupes américaines présentes dans la région ouest du continent. Les forces américaines disposeraient d'un entrepôt duquel partirait de petits avions ou des convois terrestres distribuant le matériel nécessaire aux troupes américaines.

AFRICOM espère qu'à cette plateforme logistique se joindront des pays européens alliés et des entrepreneurs africains, ce qui permettrait de construire un réseau de distribution efficace dans la région mais aussi de soutenir les autorités locales dans la gestion de leurs opérations de contre-terrorisme et de gestion de crise. Le brigadier-général Leonard Kosinski précise que cette plateforme logistique ne constitue pas une nouvelle base militaire mais un hub de transport logistique pouvant incarner une coopération entre plusieurs partenaires, et notamment des partenaires africains pour poursuivre la mission de lutte contre le terrorisme en privilégiant les actions des autorités locales.

SOMALIE : ELIMINATION DE 35 DJIHADISTES DANS UNE FRAPPE AMERICAINE

Le Commandement unifié pour l'Afrique (*AFRICOM*) a annoncé que ses forces avaient effectué une frappe aérienne dans le centre de la Somalie (à proximité de la ville de Beledweyne dans la région d'Hiran) qui avait éliminé 25 combattants du groupe djihadiste al-Shabab.

GOLFE : EXERCICE *JADEX 2019*

L'*US Central Command* et ses partenaires régionaux viennent de terminer le *Joint Air Defense Exercise 19-01 (JADEX)*. Cet exercice de trois jours s'est déroulé à partir de la base aérienne d'Al-Udeid au Qatar. Il a vu la première utilisation de bombardiers *B1-B Lancer* aux côtés notamment de chasseurs *F-15E Strike Eagle*. Il a permis à l'*US Air Force* de s'entraîner avec différents types d'avions et avec ses partenaires du Golfe mais également avec des navires de l'*US Navy* ainsi que des forces de l'*US Army* au sol.

AFGHANISTAN : L'ENVOYE SPECIAL AMERICAIN RENCONTRE L'UN DES FONDATEURS DU MOUVEMENT TALEB

En vue de la préparation du prochain cycle de négociations avec les Talibans, Zalmay Khalilzad, envoyé spécial de Washington pour la paix en Afghanistan a



rencontré pour la première fois à Doha, où les Talibans ont une représentation, Mullah Abdul Ghani Baradar, le co-fondateur du mouvement taleb. Ce dernier a été relâché l'an dernier par le Pakistan suite à son arrestation en 2010 lors d'une opération conjointe de la CIA et du Pakistan.

Cette rencontre, dont le contenu demeure confidentiel, est significative du fait de la stature politique de Baradar au sein du mouvement taleb. L'envoyé spécial américain a quant à lui souligné le ton plus assertif de ses interlocuteurs et le fait que les négociations pouvaient avoir atteint un tournant.

AFGHANISTAN : LE PENTAGONE ELABORE UN PLAN DE RETRAIT DES FORCES AMERICAINES

Selon le *New York Times*, afin d'appuyer les efforts de négociation conduits par l'envoyé spécial de Washington Zalmay Khalilzad, le Pentagone a élaboré un plan de retrait des forces américaines du théâtre afghan. Ce plan, il convient de le souligner, a été partagé avec les partenaires européens de Washington présents en Afghanistan dans le cadre de l'opération Otan *Resolute Support*. Selon ce plan, les forces américaines et européennes pourraient quitter le pays dans les trois à cinq prochaines années tandis qu'en termes d'effectifs, la présence américaine serait réduite de moitié dans les prochains mois, passant donc d'environ 14000 hommes à environ 7000. Dans l'intervalle, un changement majeur dans la répartition des missions serait opéré puisque les Etats-Unis se concentreraient sur des opérations de contre-terrorisme (frappes aériennes et raids de forces spéciales) tandis que les forces européennes (environ 8600 hommes) seraient chargées de poursuivre la mission cruciale de formation des forces de sécurité et de défense afghanes.

Ce plan, dans ses grandes lignes, recueillerait l'assentiment de Washington et de l'Etat-Major de l'Otan. Pour autant, il demeure à l'état de simple scénario et pourrait être amendé à tout moment par le président Trump en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, aucune décision n'ayant encore été prise alors que les négociations sont appelées à se poursuivre.

Un tel plan soulève néanmoins de nombreuses difficultés.

La première est l'opposition totale de la direction des Talibans au maintien des forces occidentales en Afghanistan pour les cinq prochaines années.

Par ailleurs, ce plan soulève une certaine inquiétude des alliés européens présents sur le théâtre afghan, qui sont fortement tributaires des forces américaines en termes de logistique, de transport et d'évacuation sanitaire notamment. Plusieurs Etats européens ont d'emblée fait savoir qu'ils retireraient leurs forces si le soutien américain devenait trop ténu.



Enfin, le recentrage américain sur des missions de contre-terrorisme réduirait fortement les effectifs affectés à la formation des forces afghanes. Or, une telle dynamique risquerait de rendre ces dernières non seulement encore plus vulnérables aux attaques mais susciterait même un risque de dislocation. En effet, si des progrès manifestes ont été réalisés par l'armée afghane, et malgré l'investissement massif de Washington en la matière (notamment en vue de reconstituer une force aérienne afghane), les forces afghanes demeurent encore très fragiles. Il est ainsi estimé que l'armée de l'air afghane ne pourrait être autonome qu'à compter d'environ 2030.

En outre, l'historique récent du bilan des forces étrangères formées par les Etats-Unis après le retrait de ces derniers est assez éloquent : les forces du Sud-Viêt Nam avaient tenu deux ans après le retrait américain en 1973 tandis qu'une large fraction de l'armée irakienne s'est effondrée devant l'offensive de Daech en 2014.

A ce stade, ce plan demeure donc un simple scénario qui devrait être utilisé comme levier par Zalmay Khalilzad au cours du prochain cycle de négociations avec les Talibans. Il convient donc de demeurer très prudent dans l'évaluation des perspectives d'évolution du dispositif américain et allié sur le théâtre afghan. Les prochaines négociations bilatérales n'en seront que plus déterminantes.

LE DEPARTEMENT D'ETAT RECHERCHE HAMZA BEN LADEN

Jeudi 28 mars, le Département d'Etat américain a annoncé que toute information sur Hamza ben Laden, fils et héritier idéologique d'Oussama ben Laden, serait récompensée à hauteur d'un million de dollars. Hamza, désigné comme terroriste par le gouvernement américain depuis 2017, semble prendre une position de chef au sein d'Al-Qaïda, l'organisation terroriste fondée par son père.

Dans son communiqué, le Département d'Etat explique que des lettres récupérées à Abbottabad (Pakistan) lors de l'élimination d'Oussama montrent que Hamza, dont l'âge est estimé à environ 30 ans, a été préparé par son père à lui succéder à la tête de l'organisation. Il annonce aussi qu'Hamza aurait épousé la fille de Mohammed Atta, le cerveau et pirate de l'air des attaques du *World Trade Center* de septembre 2001. Cependant, jusqu'à présent, rien ne laissait penser qu'Atta avait des enfants même si des membres de la famille ben Laden ont affirmé que les deux jeunes gens étaient bien mariés l'année dernière mais que ce n'était plus le cas. Il est sûr en tout cas qu'Hamza, lors de son séjour en Iran, a épousé la fille d'Abu Mohammed al-Masri, un des chefs militaires d'Al-Qaïda qui était encore



opérationnel en Iran en 2018. En 2017, la CIA avait publié la vidéo de ce mariage et c'est une image de cette vidéo qui a été utilisée cette semaine dans l'avis de recherche publié par le gouvernement américain car en effet, ce sont les images les plus récentes de l'héritier ben Laden, traqué par les Etats-Unis et leurs alliés alors qu'il pourrait se trouver, d'après des rapports de l'ONU, à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, territoire en partie sous contrôle taliban, et qu'il visiterait régulièrement l'Iran.

As Sabab, media de propagande d'Al-Qaïda diffuse des messages d'Hamza ben Laden depuis août 2015. Dans ces messages, il vante l'expansion géographique de l'organisation depuis le 11 septembre, critique la famille royale saoudienne et appelle à un changement de régime dans ce pays. Il y a aussi déclaré sa loyauté aux Talibans, donné des conseils aux terroristes « cherchant le martyr en Occident », encouragé l'unité djihadiste en Syrie et appelé à venger la mort de son père, notamment par des attaques contre les Etats-Unis et leurs alliés.

À noter que, suite au communiqué du Département d'Etat, l'Arabie Saoudite a annoncé qu'Hamza s'était vu retirer la nationalité saoudienne par décret royal en novembre dernier.



AMERIQUE LATINE – BRESIL

RAPPROCHEMENT ENTRE JAIR BOLSONARO ET JUAN GUAIDO

Ce jeudi, Juan Guaido, leader de l'opposition anti-Maduro, s'est rendu à Brasilia après avoir fait escale en Colombie. Il a rencontré le chef d'Etat brésilien à titre personnel au cours de sa tournée régionale durant laquelle il a pu s'entretenir avec 25 ambassadeurs des pays de l'Union Européenne. Bien que la rencontre soit une visite de courtoisie, J.Guaido et J.Bolsonaro ont réitéré devant la presse leur promesse d'alliance, entamée depuis l'auto-proclamation de Guaido au rang de chef d'Etat par intérim en janvier dernier. A cet égard, J.Bolsonaro a déclaré espérer que la tenue d'élections « libres et fiables » serait bientôt envisagée. Cette alliance se place contre Maduro et l'héritage chaviste au Venezuela, que J.Bolsonaro, issu de l'extrême-droite, entend endiguer. La mise en place d'aides alimentaire et médicale est maintenue, notamment depuis que les heurts de la semaine dernière entre manifestants et armée pro-régime ont fait plusieurs morts et des centaines de blessés aux portes de la Colombie.

TOURNEE DIPLOMATIQUE DE JAIR BOLSONARO

Habituellement réservée à l'Argentine voisine, la tournée des visites officielles commencera par les Etats-Unis, puis suivront le Chili et Israël avant avril. Cassant la dynamique luliste axée sur un certain multilatéralisme et régionalisme, Bolsonaro entend réaffirmer ses nouvelles alliances dont celles avec Donald Trump et Benjamin Netanyahu. Il sera question de la crise vénézuélienne, mais aussi de la guerre économique avec la Chine, qui a imposé une hausse des taxes (de 20 à 30%) sur les importations de poulet brésilien la semaine passée. En effet, cette mesure s'inscrit dans une politique chinoise anti-dumping et sera mise en place pendant cinq ans. D'autre part, l'axe de la politique régionale du gouvernement se déplace, avec la condamnation de Maduro et l'ignorance de son voisin argentin. Dans cette mesure, le Chili s'érige pour le gouvernement de Brasilia, notamment selon Paul Guedes, comme un « exemple de réussite économique ».



REDRESSEMENT DE *PETROBRAS*

Petrobras, le groupe pétrolier public brésilien, a annoncé cette semaine un redressement sans précédent de son activité depuis cinq ans. Le bénéfice net du groupe a atteint 7 milliards de dollars (25 milliards de réais) et son excédent brut d'exploitation 114,9 milliards de réais en 2018 (30 milliards de dollars).

Nommé par Jair Bolsonaro en janvier dernier, son nouveau président Roberto Castello Branco s'est félicité de ces résultats inédits, succédant à une période de lourdes pertes causées par le scandale du « Lava Jato ». Des pertes qui se chiffrent à 139,5 millions de dollars en 2017.

Ce redressement s'explique par une conjoncture favorable - hausse du baril de Brent et valorisation du dollar - mais aussi par une redéfinition de leurs activités : marges plus importantes dans les ventes nationales de dérivés, et dans les exportations de brut. Enfin, l'entreprise a fait de nombreuses coupes budgétaires, en particulier par la réduction des dépenses liées au paiement des intérêts. Ces coupes se sont illustrées par une baisse de 18% de la dette nette du groupe en 2018, portant celle-ci à 69,5 milliard de dollars.

PARTENARIAT STRATEGIQUE ENTRE *EMBRAER* ET *BOEING*

Ce jeudi, les groupes aéronautiques américain *Boeing* et brésilien *Embraer* ont réuni leurs actionnaires dans le but de confirmer la mise en place d'un partenariat stratégique. L'Assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue au siège du groupe brésilien a voté son accord à 96,8%.

Ce partenariat stratégique comprend la création d'une *joint-venture* s'occupant du secteur commercial de l'aviation civile d'*Embraer* dans laquelle le capital sera divisé à 80% pour *Boeing* et 20% pour *Embraer*. Le contrôle des activités civiles d'*Embraer* sera accordée à *Boeing*. Une autre co-entreprise a été évoquée quant à la fabrication et mise en service du *KC-390*, avion de transport militaire moyen qui sera développé selon plusieurs tailles.

La proposition de partenariat avait été rendue publique en décembre 2018, suivie de l'accord du gouvernement de Jair Bolsonaro en janvier 2019. Ces nouvelles firent grimper les actions en bourse du groupe brésilien de 2,5%. Jusqu'à la clôture de la transaction, décembre 2019, *Embraer* continuera de gérer les activités commerciales et la fabrication du *KC-390*.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : SUIVI DU CONTRAT SUR LES PATROUILLEURS OPV DE *NAVAL GROUP*

Dans le cadre du contrat passé fin 2018 entre Paris et Buenos Aires pour l'acquisition par l'Argentine de 4 patrouilleurs OPV produit par *Naval Group*, la préparation des navires suit son cours. Entre 2012 et 2018, l'OPV *L'Adroit* a réalisé pour la France des missions humanitaires, sécuritaires, de surveillance et de lutte contre le crime organisé. Après une révision complète, il sera remis à l'Argentine avant octobre 2019 et renommé par le pays latino-américain.

MEXIQUE : LE SENAT APPROUVE LA CREATION DE LA GARDE NATIONALE

Depuis l'élection du Président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) à la tête des Etats-Unis Mexicains, l'idée d'une Garde Nationale en remplacement de la Police Fédérale se développe. Face aux limites manifestes de cette dernière, le chef d'Etat a ainsi porté son projet devant le Sénat mexicain qui vient finalement d'approuver la création de la *Guardia Nacional* (GN). Au sein des différentes modifications apportées au projet initial, on distingue le commandement civil de la future structure et le délai de cinq ans pour que les Forces Armées se retirent définitivement des missions de sécurité. De fait, la Garde Nationale sera rattaché au Secrétariat de Sécurité Publique et sera une structure policière. Elle bénéficiera néanmoins de la formation réalisée par l'Armée et la Marine et d'une coordination interinstitutionnelle avec les Forces Armées nationales. Son personnel se composera d'effectifs issus de la Police Fédérale et de recrutement déjà en cours.

Si le projet gouvernemental a ainsi reçu l'accord du Sénat, la création de la Garde Nationale continue de soulever des inquiétudes.

La conception traditionnelle oppose ainsi la police, dévolue à des missions d'ordre public, et les forces militaires dont la mission est l'intervention à l'extérieur ou lors de situations extrêmes. Ainsi, selon les détracteurs du projet, il s'agit d'employer des moyens militaires pour agir dans des situations, lieux et dispositions qui renvoient normalement à des prérogatives policières. Cette dichotomie police/forces armées est en lien avec la place des forces armées dans les sociétés latino-américaines et plus particulièrement mexicaine. Nous avons déjà à cet égard souligné à la fois le passif des forces armées en Amérique Latine - Opération Condor, « Guerre Sale » -



et le développement actuel du rôle des forces armées face aux défis sécuritaires (crime organisé, menaces externes, narcotrafic).

Au Mexique, la place des forces armées et ses dérives est affaiblie par le massacre de 1968 à la Place des Trois Cultures (México) ou encore le relatif échec de l'Initiative Mérida en 2008. Un autre problème se pose en lien avec la formation de la future Garde Nationale. Si Andrés Manuel Lopez Obrador a déjà décrit la constitution des effectifs de la GN, associant un transfert depuis la Police Fédérale et un recrutement au sein de la société civile, les critiques soulignent les limites d'un tel projet.

D'une part, la constitution de cette structure alliant deux viviers de recrutement différents est susceptible de se révéler complexe et pourrait créer des difficultés à l'avenir du fait des différences de culture et d'expérience.

D'autre part, la raison d'être de la Garde Nationale est de mettre fin aux abus - corruption- et à la relative inefficacité de l'actuelle Police Fédérale. Néanmoins, un transfert d'effectifs de cette dernière vers la nouvelle organisation peut se révéler perverse. Le changement de nom ne résoudrait ainsi pas le problème essentiel et le Mexique se retrouverait avec une nouvelle structure stratégique produisant les mêmes dérives qu'auparavant.

Plus généralement, lors de sa dernière déclaration publique, le Président mexicain a présenté son action réformatrice en tant que quatrième transformation nationale. Au-delà du bien-fondé ou non de telles interprétations, de quoi s'agit-il ?

Dans la conception politique nationale du Mexique, il est convenu de distinguer trois grandes étapes dans le processus de formation de l'Etat-Nation mexicain.

La première transformation a eu lieu entre 1810 et 1821 à travers la guerre d'indépendance contre la Couronne espagnole permettant au Mexique de s'émanciper de la tutelle coloniale.

La deuxième phase représente l'opposition entre libéraux et conservateurs durant la Guerre de la Réforme (1858-1861) sur la conception à adopter pour le Mexique.

La troisième grande transformation est la Révolution de 1910 qui met fin au *Porfiriato* (1876-1910) et voit l'essor des masses populaires. L'action d'AMLO s'inscrirait donc dans la lignée de ces ruptures de l'histoire nationale. Andrés Manuel Lopez Obrador souhaite ainsi mettre fin aux dérives du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) qui a conservé le pouvoir exécutif durant la majeure partie du XXe siècle.



PEROU : GONZALO RIOS POLASTRI NOMME VICE-MINISTRE DE LA DEFENSE

Le vice-amiral Gonzalo Rios Polastri remplace son prédécesseur Dante Arévalo Abate comme vice-ministre des ressources au sein du Ministère de la Défense. Dante Arévalo Abate a été nommé à ce poste en 2018 et a assuré la poursuite des contrats militaires en cours : acquisition de navires de classe *Pisco*, équipements pour les catastrophes naturels, achat de deux avions de transport *C-27J Spartan*, radars de surveillance et véhicules blindés. Gonzalo Rios Polastri a eu des responsabilités au sein de la Marine et de la Junte Interaméricaine de Défense.

URUGUAY : RODOLFO PEREYRA A LA TETE DE LA *DINACIA*

Le brigadier général Rodolfo Pereyra a été nommé comme nouveau chef de la Direction Nationale d'Aviation Civile et Infrastructure Aéronautique (*Dinacia*) dépendante de la Force Aérienne nationale. La *Dinacia* assure des missions de gestion de l'aviation civile et représente l'Uruguay dans le domaine de l'aviation civile internationale. Lors de sa nomination, Rodolfo Pereyra a souligné l'importance de la sécurité opérationnelle et des services aéronautiques proposés. Parmi ses futures responsabilités, il devra superviser la réorganisation des aéroports uruguayens selon les régulations internationales.



ASIE – PACIFIQUE

INDE/PAKISTAN – MONTEE DES TENSIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Les tensions entre l'Inde et le Pakistan ont atteint un niveau préoccupant cette semaine après qu'une frappe conduite par l'armée de l'air indienne a visé un camp d'entraînement du groupe terroriste Jaish-e-Mohammed (JeM), 80km derrière la ligne de contrôle (*Line of Control* ou LoC) indo-pakistanaise au Cachemire. Cette action a été décidée en réponse à l'attentat suicide de Pulwama revendiqué par JeM le 14 février dernier et qui a coûté la vie à plus de quarante membres des forces paramilitaires indiennes. JeM est une organisation bien connue de l'Inde : créée au Pakistan avec le soutien de l'Inter Service Intelligence (ISI) pakistanais, proche d'Al-Qaïda et des talibans, elle a déjà ciblé le territoire indien plusieurs fois ces dernières années. L'Inde milite par ailleurs activement pour que son leader soit inscrit sur la « liste noire » de l'ONU contre le terrorisme.

COREE DU NORD – DEUXIEME SOMMET TRUMP-KIM

Si le deuxième sommet entre les dirigeants Américains et Nord-Coréens se clôt tout sourire, il n'aura duré que 45 minutes sans s'achever par la signature d'un accord de dénucléarisation. Pyongyang aurait été prêt à procéder au démantèlement "complet et permanent" de son arsenal nucléaire dans la région de Yongbyon et à l'arrêt des essais nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux, précise dans une conférence de presse le Ministre des Affaires Étrangères Nord-Coréen, Ri Yong Ho. À en croire les déclarations du Président des Etats- Unis, cette dernière proposition ne suffisait pas à autoriser la levée des sanctions économiques imposées par les Nations Unies depuis mars 2016 et demandée par Kim Jong-un en contrepartie.



EUROPE

CONFIRMATION DE LA MORT DU DJIHADISTE FRANÇAIS FABIEN CLAIN

Jeudi 28 février, la coalition internationale a confirmé le décès de Fabien Clain suite à une frappe ciblée, le 20 février, dans la ville syrienne de Baghouz.

Fabien Clain, 41 ans, était une priorité pour les services de renseignement français avec son frère Jean-Michel Clain, âgé de 38 ans, dont le sort n'a pas été précisé suite à la frappe de la coalition.

Notamment en charge de la propagande de l'Etat islamique, des soupçons pesaient sur les frères Clain depuis les attentats à Paris du 13 novembre 2015. Fabien Clain était également soupçonné d'être à l'origine de l'attaque contre une église de Villejuif en 2015. Interpol avait émis un mandat d'arrêt international à l'encontre de Fabien Clain. Comme le rapporte le journal *Le Monde*, les charges indiquées sur sa fiche de recherche étaient les suivantes : "Participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme en état de récidive légale ; provocation directe à commettre des actes de terrorisme en utilisant un service de communication au public en ligne." Les frères Clain sont bien connus pour avoir lancé l'un des premiers forums radicaux francophones : Ansar Al Haqq.

C'est donc à Baghouz, ville du sud-est de la Syrie, proche de la frontière irako-syrienne, que Fabien Clain a vécu ses derniers moments. Plusieurs centaines de djihadistes sont toujours actuellement retranchés dans ce dernier bastion de l'Etat islamique.

OPERATION SOPHIA EN MER MEDITERRANEE : LA FIN DEFINITIVE DU MANDAT ?

Le mandat de l'opération EUNAVFOR Sophia, mise en place en juin 2015, prendra fin le 31 mars prochain. Dans l'attente du Conseil européen des 21 et 22 mars, la question de son renouvellement est toujours en suspens.

L'opération de l'Union européenne contre les passeurs et le trafic de migrants en mer Méditerranée avait pourtant fait l'objet de louanges. Le 23 janvier dernier, le Commissaire européen en charge des Migrations, Dimitris Avramopoulos, qualifiait



la mission de “réussite”. Cependant, ces déclarations tranchent avec l’avalanche de critiques dont elle fait aujourd’hui l’objet : d’abord formulées par le Royaume-Uni et la Belgique qui avait désengagé ses moyens navals, elles ont été ravivées lors du retrait (programmé) de la frégate allemande Ausburg en janvier dernier. Un retrait que le leader italien Matteo Salvini n’a pas tardé à mobiliser pour dénoncer les positions européennes en matière migratoire. L’opération Sophia aurait selon lui "pour mandat de débarquer tous les migrants secourus seulement en Italie".

La prorogation de l’opération avait déjà fait l’objet de débats houleux en décembre 2018. Dans le contexte électoral actuel, les dissensions politiques fortes qui président au Conseil de mars font redouter une fin pure et simple de la mission. Il faudrait, pour l’éviter, que les chefs d’Etat et de gouvernement parviennent à s’accorder sur de nouvelles règles de répartition des migrants et demandeurs d’asile ; cœur d’un débat éminemment politique et difficile sur le régime d’asile établi par le règlement de Dublin.

DANEMARK – CONTRIBUTION A BARKHANE

Le gouvernement danois a annoncé le 28 février son souhait de soutenir l’opération française Barkhane au Sahel par l’envoi de deux hélicoptères de transports (AgustaWestland EH101 Merlin) et de 70 personnels. Cette décision, qui doit d’abord être soumise au Parlement danois pour approbation à l’horizon du deuxième semestre 2019, s’inscrit dans l’implication du pays scandinave dans la région. Le communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères danois sur le sujet rappelle ainsi que le Danemark contribue à la lutte contre le terrorisme et à l’effort de stabilisation de la région à la fois sur le plan militaire (participation à la MINUSMA, contribution en 2013 à l’opération Serval) et financier (aide au développement au Mali, Burkina Faso et Niger à hauteur de 70 millions d’euros par an, aide humanitaire au Mali pour 10 millions d’euros en 2018, etc.).

Le ministre de la Défense du Danemark, Claus Hjort Frederiksen a en effet souligné combien la sécurité de la zone était cruciale pour la sécurité de l’Europe : « Nous estimons que le Sahel fait partie du voisinage du sud de l’Europe et qu’il est à ce titre important de contribuer à la lutte contre le terrorisme et à la diminution des flux de migration ».

SUEDE – INTERPELLATION D’UN SUSPECT PAR LE CONTRE-ESPIONNAGE SUEDOIS.

Le 26 février au soir, les services de sécurité suédois (*Säkerhetspolisen-Säpo*) et la



police ont interpellé, dans un restaurant du centre de Stockholm, un homme soupçonné d'espionnage au profit de la Russie, selon le communiqué de presse du service, paru le lendemain.

Selon Daniel Stenling, directeur du contre-espionnage de la Säpo, il s'agit d'une personne suspectée d'avoir été recrutée par un officier traitant du renseignement russe travaillant sous couverture diplomatique en Suède, avec lequel il dînait précisément ce soir-là. La presse, qui a grandement relaté cette interpellation spectaculaire, rapporte que cet individu travaillerait dans une entreprise de haute technologie et aurait eu accès à des informations dont les services de sécurité savaient qu'elles intéressaient la Russie. La Säpo rappelle régulièrement que les services de renseignement russe figurent parmi les plus actifs sur le territoire suédois, estimant par exemple à un tiers le nombre d'officiers traitants russes sous couverture diplomatique à l'Ambassade de Stockholm.



PROCHE & MOYEN ORIENT

EGYPTE : LA REVISION DE LA CONSTITUTION, UN PAS DE TROP ?

Le 14 février dernier, le Parlement égyptien a approuvé la requête de révision constitutionnelle. Ce projet de révision est soumis à la Commission constitutionnelle et législative du Parlement puis fera l'objet d'un référendum populaire d'ici le mois de mai. Pour l'instant, rien ne dit que le texte sera approuvé. En revanche, le nombre de partisans de la réforme augmente à mesure que les pressions sur l'opposition minoritaire se renforcent.

Un des amendements prévoit la prolongation du mandat du Président Abdel Fatah Al-Sissi de deux mandats successifs jusqu'en 2034. Un autre accorde les pleins pouvoirs au Président dans la nomination aux postes de direction du pouvoir judiciaire. Surtout, les forces armées égyptiennes auraient une marge de manœuvre plus grande afin de garantir la politique intérieure. Pour beaucoup, cette révision constituerait l'institutionnalisation d'un régime proche du totalitarisme. Les défenseurs du projet souhaitent permettre au Président de réaliser sur un temps long ses projets en matière économique et sécuritaire.

YEMEN : POINT DE SITUATION

L'envoyé spécial des Nations unies au Yémen, le diplomate Martin Griffiths, a quitté Sanaa jeudi après une visite de trois jours dans la capitale yéménite contrôlée par la rébellion houthie. Martin Griffiths a tenu un discours résolument encourageant malgré l'absence d'avancées dans la résolution du conflit. Mardi, le Programme alimentaire mondial a pu accéder aux entrepôts de blés, les Red Sea Mills, pour la première fois depuis septembre. Sous le commandement des Nations Unies, les 51 000 tonnes de blés, pouvant nourrir 3,7 millions de Yéménites pendant un mois, seront distribuées aux plus nécessiteux. La levée de fonds menée par les Nations Unies pour aider le Yémen a en outre rencontré un fort succès. 2,6 milliards de dollars ont été promis, soit 30% de plus qu'en 2018. L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis en sont les deux principaux donateurs. Cependant, les deux monarchies n'auront aucun droit de décision sur l'utilisation de ces fonds qui seront répartis par les Nations unies de manière équitable et indépendante pour l'ensemble des Yéménites.

Le processus de sortie de conflit sous l'égide de l'ONU signé par les parties le 13 décembre dernier en Suède reste au point mort. Bien qu'il ait été confirmé par les



Houthis et les forces loyalistes le 17 février dernier, le retrait des troupes n'a pas débuté, ni les échanges de prisonniers de grande ampleur alors que des combats sporadiques se poursuivent à Hodeïda. L'accord de sortie de crise se scinde en deux phases : tout d'abord le retrait des militaires houthis des ports du nord du pays de Ras Isa et de Saleef puis de celui d'Hodeïda, le plus important du pays ; dans une seconde phase, les milices soutenues par la coalition saoudienne doivent se retirer des faubourgs Est d'Hodeïda.

Cet accord, décrit comme une première phase par Martin Griffiths, favorable à une diplomatie des « petits pas », ne doit pas entraîner la fin du conflit mais seulement réduire les zones d'accrochages entre Houthis et loyalistes afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Cet accord est bien accueilli par l'ensemble des belligérants, confinés dans une guerre de position où nul ne semble capable de pouvoir prendre le dessus.

Par ailleurs, la coalition menée par l'Arabie saoudite est de plus en plus sous le feu des critiques tant à cause de la personnalité de Mohammed Ben Salman que des exactions commises durant la guerre. A cet égard, les parlementaires américains, Bernie Sanders en tête, souhaitent contraindre le gouvernement américain à retirer l'ensemble de ses forces engagées dans le conflit yéménite et donc priver l'Arabie saoudite du soutien et de la maintenance américains. Un nouveau vote devrait intervenir cette semaine dans ce sens, bien qu'un veto présidentiel, très probable en cas de vote favorable, puisse mettre un terme à cette initiative.

SYRIE : ASSAUT SUR LE DERNIER BASTION DE DAECH

L'assaut final contre le bastion de Baghouz, dernière enclave territoriale de Daech sur la rive orientale de l'Euphrate, a été déclenché le vendredi 1^{er} mars à 18h (heure locale). Les frappes aériennes et d'artillerie se sont succédées au cours des dernières semaines, alors que les civils étaient progressivement évacués de la zone. Plusieurs combattants ont par ailleurs déposés les armes. L'organisation aurait essayé de négocier un sauf-conduit avec les FDS, refusé catégoriquement par ces dernières, la neutralisation définitive de la poche étant leur priorité.

15 000 combattants, soutenus par la coalition internationale, ont ainsi été déployés pour cette dernière offensive. Ce combat devrait logiquement amener l'opération Roundup ainsi que la mainmise territoriale de Daech à leur terme. Cela ne signifiera pas pour autant la neutralisation définitive de l'organisation. En effet, celle-ci reste une menace à ne pas négliger, d'autant que son passage en phase insurrectionnelle a déjà débuté.



IRAN : LES SOUS-MARINS DE CLASSE QADIR SERAIENT CAPABLES DE TIRER DES MISSILES DE CROISIÈRE

Le 24 février 2018, la marine de la République islamique d'Iran aurait lancé avec succès un missile de croisière à partir d'un sous-marin dans le golfe Persique.

La démonstration faisait partie d'un exercice militaire d'une semaine appelé Velayat 97. Il s'est déroulé du détroit d'Ormuz aux abords de l'océan indien. Une centaine d'embarcations de surface participent à cet exercice dont la frégate *Saband*. La télévision d'Etat iranienne a diffusé une vidéo du sous-marin vert de la classe Qadir - spécialement conçu pour les eaux peu profondes – en train de lancer un missile sous l'eau. La destination du missile n'a pas été indiquée. Les sous-marins *Fateh* et *Taregh* auraient également la capacité de lancer des missiles de croisière selon d'autres médias iraniens.

Le même jour, Amir Ali Hajizadeh, commandant de la force aérospatiale du corps des gardes de la révolution islamique, a confirmé qu'un pays «ennemi» tentait de saboter le programme iranien de missiles, faisant suite à des allégations de sabotages américains réussis relayés par le *New York Times*. Le 15 Janvier et le 5 février, l'Iran avait en effet essuyé deux échecs dans le lancements de ses satellites.

TURQUIE : LANCEMENT DU PLUS GRAND EXERCICE NAVAL DE L'HISTOIRE REPUBLICAINE

Ce 27 février a été lancé l'exercice "Patrie bleue" (*Mavi Vatan*), un exercice de démonstration de force de la marine turque. C'est la première fois que les forces navales turques mèneront un exercice sur trois mers différentes en même temps, à savoir la mer Egée, la mer de Marmara, et la mer Noire, sur une surface totale avoisinant les 462 000 mètres carrés. L'exercice rassemblait entre autres 13 corvettes, 6 frégates, 7 sous-marins, 7 navires de guerre des mines, et 14 patrouilleurs.

Le nom du concept éponyme serait une référence indirecte à l'opération *Mavi Marmara*, opération humanitaire datant de 2010 qui avait vu une confrontation entre les militaires israéliens et des humanitaires turcs pro-palestiniens. Au-delà de cette référence, cet exercice poursuit la démonstration de force générale de l'armée turque ces dernières semaines. En effet, après l'exercice d'hiver de l'armée de terre à la frontière syrienne, c'est au tour des armées de mer et de l'air de montrer leurs capacités de projections. Sous couvert de renforcer les objectifs sécuritaires de l'OTAN dans la région, cet exercice servira d'escorte indirecte des navires de forage pour le pétrole et le gaz au large de Chypre. Enfin, l'exercice est également une



démonstration de la capacité de l'industrie d'armement turque, et sert donc de parade pour les modèles de drone "Bayraktar" et "Anka", les corvettes "Milgem", les hélicoptères "ATAK", et les missiles "Cirit".



RUSSIE

INCIDENT ET COOPERATION DANS LE CIEL RUSSE

Le ministère des affaires étrangères Suédois a convoqué l'ambassadeur de la Fédération de Russie en Suède Victor Tatarintsev, à la suite d'un incident aérien impliquant des avions des deux pays au dessus de la mer Baltique. Selon le ministère de la défense Suédois, un avion de chasse russe SU-27 s'est approché à une distance dangereuse d'un avion de reconnaissance Suédois, sans que cette manoeuvre n'ait lieu d'être, la rencontre ayant eu lieu au dessus des eaux internationales.

Le ministre de la défense Suédois a qualifié l'approche de l'avion russe comme "hors normes", les deux avions s'étaient retrouvés à moins de 20 mètres l'un de l'autre. La version russe de l'incident diffère : le SU-27 se serait approché de l'avion suédois pour l'identifier alors que celui-ci s'approchait des eaux territoriales russes, son transpondeur éteint. Les deux avions n'auraient jamais été à moins de 20 mètres l'un de l'autre. Le ministère de la défense russe a souligné qu'il prêtait attention aux actions "potentiellement dangereuses" des autres Etats et a dénoncé la présence d'un nombre croissant de drones et d'avions étrangers près de ses frontières ou sur son territoire en particulier dans le *krai* (region) de Krasnodar, en Crimée et au dessus de la mer noire.

L'incident est peut être anodin, mais sonne comme un rappel en cette fin février alors que les Etats-Unis achèvent une semaine de vols d'observation coordonnées avec la Russie dans le cadre du traité "Ciel ouvert". Le traité Ciel ouvert, signé par des Etats-membres de l'OSCE en 1992 a pour but de garantir la confiance mutuelle en leur permettant à tous de prendre directement part à la collecte d'information sur le territoire des autres signataires. Un Boeing Américain, comprenant des spécialistes russes a son bord a donc passé 5 jours à survoler le territoire russe - un exemple de coopération rare dans un contexte de tensions accrues liées à la sortie des deux puissances du traité sur les forces nucléaires intermédiaires.



RUSSIE : A L'HEURE D'INTERNET, LE CHAMP DE BATAILLE CYBER

Dans un article du 27 février 2019, The Washington Post annonce que le cybercommandement de l'armée américaine a mené en 2018, au moment des élections de mi-mandat aux États-Unis, une attaque informatique contre l'entreprise russe « tristement célèbre » IRA (*Internet Research Agency*). Le Centre de recherche d'internet est une entreprise russe d'influence en ligne basée à Saint Pétersbourg. Elle est accusée de mener des opérations sur internet pour promouvoir les intérêts du gouvernement russe (trolls, hackers, etc.). Le cybercommandement américain a mené une opération d'attaque visant à bloquer l'accès à internet de la compagnie russe, pour l'empêcher d'influencer les électeurs américains par le biais des réseaux sociaux.

Accusant IRA et par extension le gouvernement russe d'ingérence dans les élections américaines de 2016, le département américain de la justice a ouvert une enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller, quand Moscou nie encore toute implication dans l'affaire. Les accusations prennent pour objet les différentes cyber-attaques contre des organismes (hacking), mais également une campagne de désinformation et de propagande à grande échelle sur internet (troll).

Cet article intervient quelques jours après l'annonce d'un journal économique et boursier (*RosBusinessConsulting*), déclarant que le Kremlin souhaitait couper l'accès à Internet du pays, passant à un intranet national. Un premier test aura lieu le 1^{er} avril prochain, afin d'établir la liste des étapes manquantes pour la création d'un réseau russe indépendant du réseau mondial. Ces deux actions montent une stratégie numérique russe bien élaborée. Les cyberattaques comme les opérations de propagande sur internet mondial leur permettent de faire valoir les intérêts russes sur internet, mais le repli national sur un réseau indépendant leur donne la possibilité de se prémunir de telles attaques « retour ».



LE DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE RUSSE SELON VALERI GUERASSIMOV

Le samedi 2 mars, Valeri Guerassimov, chef de l'état major de l'armée russe, vice-ministre et figure clé du ministère de la défense a exposé les priorités de Moscou lors d'une conférence consacrée au développement de la stratégie militaire russe.

Une doctrine moins centrée sur le nucléaire seul

Après avoir évoqué la nature hybride des menaces qui pesaient sur la Russie, et en insistant particulièrement sur les frappes de précision, les menaces spatiales, les pressions politiques et les conflits asymétriques, attribuant notamment aux Etats-Unis une stratégie dite de "Cheval de Troie", combinant invasion secrètes et tirs de précision, Valeri Guerassimov a insisté sur la nécessité de rendre plus précise la doctrine russe et de lui donner une orientation résolument défensive.

A moyen terme, ces déclarations s'inscrivent dans un processus de développement et de réforme des forces conventionnelles et des armes tactiques et d'essor des théories sur les guerres hybrides en Russie qui conduisent à une place moins importante de la seule dissuasion nucléaire dans la doctrine russe, alors que cette place était prépondérante après la chute de l'URSS.

Une formation à la guerre dans l'espace

L'espace figure également en bonne place dans les orientations stratégiques russes. Valeri Guerassimov a évidemment rejeté sur les Etats-Unis la responsabilité de la militarisation de l'espace et a plus généralement dénoncé leur sortie du traité ABM et du traité sur les forces nucléaires intermédiaires.

La même journée, le vice président de l'académie de défense spatiale et aérienne russe a annoncé que son établissement allait former des officiers selon une nouvelle spécialité centrée autour de "l'endiguement des moyens militaires spatiaux".

Quelle dissuasion ?



La dissuasion était enfin au centre du discours du vice-ministre, avec un accent porté sur le nouvel armement conventionnel de la Russie (tel que le système Peresvet, reposant sur des lasers) mais aussi sur les systèmes Kinjal, Avangard, Sarmat. Le développement en cours de l'arme sous-marine "Poseidon" - potentiellement capable de provoquer un Tsunami - et les plans de développement d'une fusée hypersonique basée en mer "Zircon" rappellent que la mer n'est pas oubliée dans les plans d'armements russes. Derrière cette annonce d'une posture défensive, certains de ces nouveaux systèmes d'armement permettront cependant à la Russie de mieux "couvrir" le territoire des pays alliés ou sous influence Russe.

Valeri Guerassimov a sans grande surprise évoque les projets du ministère de développer des ensembles de fusées à faible et moyenne portée suite au retrait de la Russie et des Etats-Unis du traité sur les forces nucléaires intermédiaires. Toutefois, Valeri Guerassimov a également souligné à demi-mot les contraintes budgétaires pesant sur la défense russe, qui excluraient une courses aux armement. La priorité du système de dissuasion russe serait dès lors accordée à la protection des forces de seconde frappe et des centres décisionnels du pays.

27 février : la Russie fête ses Forces spéciales

Le 27 février : le choix de la date n'est pas anodin. Il y a quatre ans, des soldats sans insigne et uniforme distinctif se sont emparés du Parlement ukrainien et ont hissé le drapeau russe. Cette prise du Parlement ukrainien amorce le processus d'annexion de la Crimée. Un an plus tard, Vladimir Poutine reconnaît dans un documentaire russe intitulé *Crimée, retour à la maison* l'appartenance de ces militaires aux Forces spéciales russes.

Le général Guerassimov, chef d'état-major russe, déclare en 2013 que le rôle des Forces spéciales russes est de répondre à l'évolution des conflits au XXIème siècle. Ces unités sont indépendantes au sein de l'armée russe et sont rattachés au Commandement des opérations spéciales. Ces unités, de la Crimée à la Syrie, sont destinées d'après le site du ministère de la Défense russe, à mener « des opérations irrégulières de reconnaissance, de sabotage, de contre-terrorisme, de contre-espionnage, ou encore de guérilla ».



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric